Pour ce qui est de l'augmentation des prix, rien ne nous indique qu'il y aura des sanctions ni que la Commission des prix et des revenus sera armée pour prévenir l'augmentation des prix. En fait, selon les principes directeurs annoncés à l'issue de la conférence sur la stabilité des prix par la Commission des prix et des revenus, les industries et les sociétés seront tenues d'informer la Commission des hausses de prix, mais pas nécessairement avant que ces hausses soient mises en vigueur. Qu'est-ce que ça signifie? Cela signifie que nous sommes réellement en présence d'une tentative pour maintenir les profits. Bien des industries ont haussé leurs prix plusieurs fois au cours des derniers mois. Beaucoup de prix résultent déjà de ce mercantilisme éhonté. Or, certaines industries prétendent qu'elles sont disposées à marquer le pas. Cela fait penser au vieux lion qui s'est gavé de viande et qui dit ensuite aux lionceaux: «Devenons végétariens.» Il est parfaitement clair que le gouvernement n'a pas la moindre intention de faire effectuer par la Commission des prix et des revenus une révision des prix afin que le public sache qui a fait les poches du consommateur, ni de donner à la Commission les pouvoirs nécessaires, non seulement pour empêcher la hausse des prix, mais pour annuler les hausses injustifiées.

Enfin, puis-je dire que la déclaration du premier ministre et le rapport du comité du régime fiscal montrent très clairement que les politiques suivies par le gouvernement sont en train de détruire rapidement l'unité nationale. Le comité du régime fiscal a indiqué que les gouvernements fédéraux auront constamment des excédents, que les provinces et les municipalités accuseront constamment des déficits. Pourtant, le premier ministre dit dans sa déclaration que les provinces ont bien fait comprendre qu'elles avaient l'intention de s'efforcer par tous les moyens d'équilibrer leur budget. Si elles veulent y parvenir, la seule façon sera de réduire les services publics et de restreindre les projets indispensables, par exemple les hôpitaux, les écoles et les hospices de vieillards. Certaines provinces ont déjà fait connaître leur intention de se retirer des programmes conjoints fédéraux-provinciaux, notamment dans les domaines de la santé et du bien-être. Quelques-unes n'ont pas le choix. Si elles doivent réduire leurs dépenses, elles risquent de ne pouvoir payer leur quote-part des programmes conjoints, et la déclaration du premier ministre aujourd'hui ne leur offre pas la moindre consolation.

L'unité nationale au pays ne dépend pas uniquement de l'égalité linguistique. Elle exige aussi que tous aient les mêmes possibilités de recourir aux services essentiels d'as-

[M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles).]

sistance sociale, d'hygiène et d'éducation. En raison de l'attitude du gouvernement, les provinces les moins avantagées auront de plus en plus de difficultés à fournir ces services à leurs gens. Il est ironique de constater que, si le premier ministre, élu en vertu d'un programme préconisant un Canada uni, maintient sa politique actuelle, il passera à l'histoire comme le premier ministre qui aura le plus contribué à la désintégration de la Confédération.

[Français]

M. André Fortin (Lotbinière): Monsieur l'Orateur, je voudrais d'abord exprimer mon regret de ne pas avoir obtenu de copie française de la déclaration du très honorable premier ministre (M. Trudeau). Cela s'explique peut-être par la politique anti-inflationniste du gouvernement.

Selon le très honorable premier ministre, la conférence qui vient de se terminer aurait été un franc succès. Je l'écoutais avec intérêt à la télévision d'État hier, alors qu'il donnait un cours d'économie sur le partage fiscal entre les gouvernements fédéral et provinciaux et concluait en disant que son attitude ne pouvait être que logique et qu'il s'agissait réellement d'une politique anti-inflationniste efficace.

Posons-nous donc cette question: De quelle réussite parle le très honorable premier ministre?

Si je lis les deux pages et demie de français de la déclaration qu'on nous a fait parvenir une minute avant l'ouverture de la séance, je constate ce que peut être le succès, selon le très honorable premier ministre. Voici:

Selon le rapport, les extrapolations des recettes et des dépenses indiquent que le gouvernement fédéral continuera d'accuser un excédent budgétaire, tandis que les provinces et les municipalités connaîtront un déficit croissant.

De l'avis du très honorable premier ministre, cela constitue un succès. De toute façon, qu'on réalise un excédent budgétaire aux dépens des provinces ou des municipalités, selon lui, ce n'est pas important. Ce qui importe, c'est d'avoir du succès. Voilà donc le genre de succès qu'on recherche! Mais comment expliquer cet excédent budgétaire? Le très honorable premier ministre nous le dit à la page 3 de sa déclaration:

Le bon sens...

... car, selon le très honorable premier ministre, le succès va de pair avec le bon sens,...

... a prévalu cependant, car nul...

... il fait alors allusion aux provinces,...

... n'a contesté que nous ne saurions à la fois réduire nos impôts en faveur des provinces, satisfait à des besoins justifiés par une augmentation des dépenses et réussir à présenter un surplus budgétaire déflationniste.